Mardi 28 juin 1977 – No 716

1 F

l'Humanité Rouge

Quotidien
des communistes marxistes léninistes de France

BP 61.75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72 La Source

LA SITUATION SANITAIRE DANS LES CAMPS PALESTINIENS

Conférence de presse de «Croissant rouge» Palestinien.

Vendredi dernier, le docteur Fathi Arafat, président du Croissant rouge palestinien, donnait une conférence de presse à Paris.

Une délégation du Croissant rouge comprenant également le docteur Youssef Iraki, membre du Bureau exécutif, médecin dans le camp de Tall El Zaatar lors du siège, et madame Nelly Awad, avocate du Croissant rouge, vient en effet de faire une tournée en France à l'invitation de l'Association médicale franco-palestinienne. Il s'agit de la première tournée d'information et de contact que le Croissant rouge palestinien effectue en Europe occidentale dans le but d'exposer la situation sanitaire du peuple palestinien tant à l'intérieur de la Palestine occupée qu'à l'extérieur et les combats quotidiens que nécessite une telle situation. Ils étaient de plus accompagnés de mademoiselle Mayada, représentante de l'Union générale des femmes palestiniennes.

De nombreux sujets intéressants l'action du Croissant rouge ont été abordés en particulier la situation sanitaire dans les camps de réfugiés, le rôle des femmes dans cette lutte et la possibilité d'un soutien par les progressistes français. Nous reviendrons plus en détail sur cette conférence dans les jours suivants.

• DJIBOUTI

L'INDEPENDANCE

A Djibouti, les fêtes de l'Indépendance commencent en présence de nombreuses délégations de pays arabes et de pays africains.

Des messages de félicitations affluent de tous les côtés : c'est d'abord celui de Mahmoud Riad, (secrétaire de la Ligue arabe) de l'OUA.

Djibouti sera le 49e État de l'OUA dont le président en exercice est présent aux festivités.

Déjà de nombreux pays ont reconnu la jeune République, à commencer par la Chine par le biais d'un message de Hua Kuo-feng adressé au président Gouled.

On peut lire dans ce message : «Puisse le peuple de Djibouti remporter de nouvelles victoires dans son opposition à l'impérialisme, au colonialisme et à l'hégémonisme, dans sa sauvegarde de l'indépendance nationale et de la souveraineté de l'État, et dans l'édification de son pays.

Puissent les relations amicales entre la Chine et Djibouti et entre les deux peuples se développer continuellement».

L'Italie, l'Égypte, le Koweit, le Yemen, le Soudan, l'Irak ont déjà reconnu Djibouti lui donnant une assise internationale. La bourgeoisie française, quant à elle, essaie d'accréditer l'idée qu'elle aurait octroyé l'indépendance de Djibouti par libéralisme. En fait, c'est faire bien peu de cas de tous les martyrs de la cause de l'indépendance.

L'indépendance, c'est par la lutte que les peuples Afars et Issas l'ont arrachée, contre les légionnaires, contre les paras français, contre la clôture électrique édifiée autour de Djibouti.

Le colonialisme français essaie de faire oublier qu'il s'accroche encore à la Guyane, en Martinique, en Guadeloupe, à Tahiti, il essaie de faire oublier qu'ils a balkanisé Mayotte.

Mais de même qu'à Djibouti, dans ces pays l'heure de la libération est proche, les luttes populaires se développent, le courant de l'histoire est irrésistible!

Indépendance pour les colonies !

L'independance : une victoire du peuple.

Chirac veut être le chef d'orchestre

Désormais les préparatifs électoraux s'accélérent dans les deux camps bourgeois en présence, celui de la «majorité» et celui de l'«Union de la gauche». Et dans les deux camps, la principale question c'est celle des relations entre partenaires plus que celle de la victoire sur l'adversaire. La semaine dernière, le Congrès de Nantes du PS voyait Mitterrand mettre au pas le CERES et défier Georges Marchais sur la réactualisation du Programme commun. Cette semaine, c'est Chirac qui fait grand bruit avec son «pacte majoritaire».

En effet, il n'est un secret pour personne que l'Union de la majorité n'existe plus depuis le départ de Chirac du gouvernement. Les attaques extrêmement vives portées par le chef du RPR contre Giscard et Barre lors du débat sur le parlement européen l'ont bien montré.

Or, en dépit de leurs divergences les trois partis de la majorité , le Parti républicain de Giscard d'Estaing, le Centre démocratie sociale de Lecanuet et le RPR de Chirac, savent que leurs divisions diminuent leurs chances aux élections. D'où un cruel dilemne pour ces formations. D'un côté, elles doivent s'unir, de l'autre, elles ne peuvent se mettre d'accord sur «qui dirige la majorité». Traditionnellement, sous la Ve Republique des monopoles capitalistes, le premier ministre représentant du président de la République, est le chef de la majorité. Or, les gaullistes aujourd'hui refusent de reconnaître cette autorité à Giscard et Barre : Chirac déclarait au «Point» lundi dernier :

«Giscard d'Estaing n'est plus le chef de la majorité. Tout simplement parce qu'il a décidé, contrairement à ses prédecesseurs, de ne pas assumer la responsabilité de sa majorité... A partir de là, et contrairement à ce qui se passait avant, il ne peut plus déléguer ce pouvoir, auquel il a personnellement renoncé, à son premier ministre. Et il en résulte la situation que nous connaissons aujourd'hui : personne n'est en mesure de faire des arbitrages au sein de la majorité».

Dès lors, il ne reste plus à Giscard que deux solutions : engager l'épreuve de force avec Chirac, ou bien céder et reconnaître que le maître de la «majorité» c'est Chirac, le chef de la plus importante formation de cette «majorité».

C'est pourquoi, il est intéressant de voir la réponse que fera le Parti de Giscard aux propositions de Chirac faites dimanche. Ces propositions concernent directement les modalités de l'organisation des législatives du côté de la «majorité». Chirac propose au Parti Républicain et au CDS :

1) Des primaires dans la plupart des circonscriptions électorales, c'est-à-dire une compétition entre candidats de la majorité au premier tour. Cela favorise évidemment le RPR, seul parti organisé et fort de cette majorité bourgeoise.

2) Des candidatures uniques dans certaines circonscriptions, notamment, cela est sous-entendu, là où un leader d'une des trois formations se présentera. Cela est destiné à rassurer le parti de Lecanuet, qui ne peut espérer obtenir quelques sièges qu'à travers de tels accords.

3) Une réunion le 10 juillet des trois partis au siège du CDS.

Et Chirac a ajouté qu'il inviterait un représentant de Barre à assister en observateur à la réunion.

Ces propositions de Chirac qui se pose ne coordinateur de la majorité, ont été mal accueillies par le Parti de Giscard qui a déclaré dimanche qu'il avait appris *«par la presse que la réunion au sommet devait avoir lieu le 10 juillet au siège de l'une des formations et qu'il est évident que nous ne saurions répondre ainsi et dans ces conditions à une convocation de ce genre»*

Bref, tout ne baigne pas dans l'huile à droite. La situation n'est pas plus brillante que du côté de la fausse gauche. Et c'est tant mieux. Que les cliques bourgeoises, s'entredéchirent voilà qui n'attriste pas le prolétariat révolutionnaire, au contraire cela reflète le désarroi de la bourgeoisie et constitue une bonne situation pour préparer activement la révolution prolétarienne et la défense de l'indépendance nationale que tous les «grands» partis bourgeois, les plus patriotards et cocardiens, bradent face à l'expansionnisme russe, comme l'a montré dernièrement l'attitude mielleuse de Giscard, Chirac, Mitterrand et Cie face à Brejnev.

Une bande dessinée «bizarre»

On avait déjà eu droit aux bandes dessinées antichinoises de Lauzier. Ce Jean Yanne de la bande dessinée présentait les Chinois comme un peuple de fourmis uniformes et couleur vert de gris. Il essayait de présenter le socialisme sous les couleurs du fascisme. Mais finalement, comme tous les antichinois, ce qui lui fait peur, ce qu'il hait le plus, c'est la classe ouvrière, c'est le pouvoir de la classe ouvrière.

Il n'y a qu'à voir la façon méprisable dont il décrit la classe ouvrière. Notre dessinateur-scénariste montre vite le bout de son nez quand il fait référence à Céline , écrivain collaborateur antisémite.

Déjà ça sent «Minute», mais quand on lit la fin «... à coup de chaine de vélo s'il le fallait» on comprend le projet de l'auteur . distiller le mépris de la classe ouvrière, présenter les révolutionnaires comme des fascistes totalitaires !

Beau projet qui se rapproche de celui du courant de ce qu'on appelle à tort «les nouveaux philosophes».

Il est important de dénoncer toutes ces bandes dessinées qui sont autant d'attaques contre les travailleurs. Ce qui est encore mieux, c'est de se mettre au travail pour créer des bandes dessinées qui illustrent des épisodes de la lutte des classes.

Télévision

Mardi 28 juin sur Antenne 2, aux Dossiers de l'écran

Une odieuse campagne

On se rappelle encore de l'odieuse campagne orchestrée lors du meurtre de Troyes, au moment du procès de Patrick Henry, campagne qui allait de «France-Dimanche» à la chanson de Sardou qui appelait à la vengeance.

Chaque meurtre d'enfant est un crime horrible. Mais combien plus horrible est cette société qui engendre de tels crimes, de tels meurtres, qui incite au viol, puis qui utilise ensuite ces crimes pour renforcer sa répression contre les travailleurs.

De plus en plus, la bourgeoisie essaie de créer un climat d'insécurité en parlant d'agression dans le métro, en montant en épingle certains vols pour dire ensuite : «on est là pour vous protéger». En fait, la bourgeoisie, effrayée devant les luttes des travailleurs fait toute une campagne d'intox pour préparer le terrain à un renforcement de la répression, à un renforcement de l'appareil d'État. Il ne se passe pas un jour sans que les flics n'interviennent dans une usine occupée. Par «les dossiers de l'écran» de mardi, on veut prouver que la peine de mort se justifie dans de tels cas... jusqu'au jour où elle sera utilisée contre les ouvriers révolutionnaires.

• Djibouti

Une indépendance à édifier (1)

Depuis le 27 juin, l'ancien «territoire français des Afars et Issas» est devenu un État juridiquement indépendant. C'est là le fruit de la lutte incessante d'un peuple férocement opprimé par le colonialisme français.

Une lutte qui ne s'arrête pas avec le 27 juin : cette jeune indépendance est à construire et à développer dans un contexte particulièrement difficile et menaçant. Car Djibouti, carrefour de continents, au débouché de la mer Rouge et aux portes de l'océan Indien, est un territoire stratégiquement intéressant pour les impérialistes. Le colonialisme français n'a pas renoncé à s'y maintenir sous une forme néo-coloniale pendant que l'URSS et les USA s'efforcent d'y établir leur influence.

Mais le peuple de la côte Afar-Somalie est riche d'une longue expérience de lutte et son combat se poursuivra jusqu'à la victoire.

Dans ce cadre, nous commençons ci-dessous la publication d'une série d'articles de l'Union nationale des étudiants de la côte Afar-Somalie. Si nous lui laissons la responsabilité, qui lui appartient, du jugement à porter sur la situation politique actuelle à Djibouti, nous soutenons pleinement sa prise de position en faveur d'une indépendance authentique qui s'édifiera dans la lutte contre le néo-colonialisme français et les prétentions impérialistes des deux superpuissances et de leurs agents.

Le peuple de la côte Afar-Somalie, malgré la répression et une domination séculaire inouïe, ne s'est pas résigné à courber l'échine, mais à toujours combattu le colonialisme français depuis son installation pour arracher son indépendance véritable.

En 1958, en 1966-67, l'impérialisme français a brisé la volonté exprimée du peuple. Par une fraude électorale érigée en système et le déploiement d'une répression brutale, il a réussi à maintenir notre peuple sous sa domination directe.

A l'heure actuelle, les peuples opprimés de par le monde mènent une lutte acharnée contre le colonialisme, l'impérialisme, le néo-colonialisme, le social-impérialisme pour l'indépendance et le progrès social.

Notamment, vers la fin de 1974, on assistait à l'effondrement de l'empire colonial portugais en Afrique, les peuples de Guinée-Bissau, d'Angola et du Mozambique se libéraient du joug colonial les armes à la main. Après une période de reflux, due à une répression barbare, brutale digne du nazisme, notre peuple se levait à nouveau pour arracher son aspiration profonde : l'indépendance authentique et véritable !

L'année 1975 se caractérisa par un grand développement des luttes populaires. L'arrivée du ministre des colonies – Oliviers Stirn – à Djibouti, le 8 mai 1975, fut l'occasion de grandes manifestations anticolonialistes, malgré la campagne mensongère de la presse bourgeoise, affirmant : «que la majorité écrasante de la population souhaite rester française » !

Le 25 mai 1975, le colonialisme français, appliquant sa politique criminelle «diviser pour régner», aiguisa les contradictions secondaires au sein des deux nationalités sœurs, dans le triste dessein de briser la montée des luttes populaires. Devant cette montée irrésistible des luttes des masses populaires, ce courant devenu irréversible, quelques temps après, le colonialisme français fut contraint, sous la pression des masses populaires, de reculer et à changer de tactique, de modifier sa stratégie de domination sur notre sol national. C'est ainsi que l'impérialisme français fut contraint d'accepter en octobre 1975 : «la vocation à l'indépendance de Djibouti».

Dans sa stratégie de perpétuer sa domination dans notre pays, constituant une base militaire stratégique, le colonialisme français mit en place tout un processus avant l'accession à cette indépendance néo-coloniale. Ce processus néo-colonial débuta en ayant recours à des forces politiques capables de défendre ses intérêts impérialistes. Il se débarrassa de son valet usé, le chien couchant Aref, dès le mois de mars 1976 en provoquant une prétendue «Opposition parlementaire». Les 9-10 juillet 1976, l'UN«I», ayant à sa tête le chien mort Aref, provoqua une tension de guerre civile au sein des masses populaires. Ce qui permit aux troupes colonialistes de mettre en marche leur machine répressive, le bilan : une vingtaine de morts, ratissages et quadrillages des quartiers populaires, mise en place d'un couvre-feu pendant un mois.

Le 17 juillet 1976, le valet étant complètement usé et haï des masses populaires, le colonialisme français s'empresse de se débarrasser de ce «gêneur» pour le remplacer par son dauphin , son conseiller technique Abdallah Kamil : Aref bis.

A partir de ce moment, on mit en place un «gouvernement supra-ethnique» ! avec la collaboration de la direction de la «LPAI», force politique qui avait récupéré les aspirations des masses populaires. Le colonialisme français composa avec la direction opportuniste et réactionnaire de la «LPAI» en lui donnant deux postes-clés, celui de la répression (ministère de l'Intérieur) et celui de l'obscurantisme (l'enseignement).

Cette fraction de la réaction, représentée par la direction de la «LPAI» s'était servie des masses populaires comme masse de manœuvre pour récupérer les miettes du pouvoir politique. La direction de la «LPAI» avait mené une «lutte à mort» contre l'autre fraction de la réaction – UNI.

Dans cette pseudo-rivalité de la réaction locale, la «LPAI» l'emporta. A présent, grâce à des «milieux populaires», celle-ci fait régner «l'ordre établi», sème la terreur, expulse les patriotes, et livre tous les éléments anticolonialistes aux forces de répression. Suite à la «table ronde» de Paris, portant sur les «accords de coopération», liant le futur État néo-colonial à la métropole impérialiste, celle-ci s'est vue confier la direction du régime néo-colonial. Le référendum du 8 mai –référendum-bidon pure mascarade électorale, n'a fait que renforcer la position dominante de ce parti réactionnaire : la «LPAI». Dans le nouveau gouvernement «transitoire» jusqu'à la proclamation de l'indépendance néo-coloniale, le 27 juin 1977, la direction réactionnaire et opportuniste de la «LPAI» se trouve à la direction du gouvernement actuel en détenant presque tous les postes. Le président de la «LPAI», élus président du «Conseil du gouvernement»: Hassan Gouled.

(A suivre)

L'EXPOSITION DE «AYDINLIK»

sur les luttes du peuple de

TURQUIE

CONTRE LES DEUX SUPERPUISSANCES

est prolongée jusqu'au 9 juillet

OUVERTE TOUS LES JOURS DE 14 H A 20 H

Culture-Diffusion

68, rue de Belleville Paris-20ème

• Soweto

Violents combats de rue

De violents affrontements entre policiers et jeunes Noirs se sont produits dans plusieurs quartiers de Soweto, après la dislocation d'un cortège de plusieurs milliers d'étudiants africains. Les accrochages entre policiers équipés de fusils à balles de caoutchouc et de grenades lacrymogènes et entre jeunes Africains lançant des pavés et criant des slogans contre les Boers se sont vite transformés en bataille rangée.

3 morts et 15 blessés par balle c'est le bilan des nouveaux crimes dont Vorster aura à répondre devant les peuples d'Afrique.

Union de la gauche

L'EUPHORIE C'EST FINI !

Au sein de l'Union de la gauche, l'heure est aux mises en garde réciproques. Deux tactiques s'opposent : celle du PCF et celle du PS. Mais qu'est-ce qui inquiète tant nos futurs ministres de gauche ?

DEFERRE : LES GREVES SAUVAGES

«Quels que soient les engagements pris par les syndicats, il risque d'y avoir (avec un gouvernement de gauche) une euphorie entrainant certaines revendications...» Et celui que certains considèrent comme un futur premier ministre précise : «Ce qui est grave c'est ce qu'on appelle les grèves sauvages».

Qu'est-ce qui inquiète tant nos futurs gouvernants ? Defferre vient de le dire jeudi dernier à Marseille : les masses populaires.

Dès lors, les mises en garde mutuelles vont bon train.

MITTERRAND : PAS DE SURENCHERES DÉMAGOGIQUES

Au club de la presse d'Europe I, face à Andrieu, Mitterrand n'a pas été tendre pour le PCF. Le chef suprême du PS a accusé le PCF de «développer des criailleries, des chamailleries perpétuelles», de faire des propositions «excessives et démagogiques», de lancer des «mesures de surenchère et parfois des mesures démagogiques». Il a reproché à Marchais ses «outrances évidentes et son manque de sang-froid».

La tactique du PS est plutôt de minimiser au maximum les promesses (démagogiques en effet) du Programme commun.

ANDRIEU : SI LA GAUCHE S'AVERAIT INCAPABLE

«Si demain la gauche s'avérait incapable de faire face à ses responsabilités elle perdrait tout crédit auprès de l'opinion», a déclaré le rédacteur en chef de l'Humanité vendredi soir, à Chatellerault. Le lendemain, il devait préciser dans l'organe du PCF : «A la veille d'une échéance électorale qui peut amener la gauche au pouvoir, un immense espoir s'est levé dans le pays (...) Cette attente ne doit pas être déçue».

Comme on le voit la crainte est la même que celle exprimée par Defferre et l'ensemble du PS. Mais le PCF veut se donner des airs de dur. Il demande au PS «des réponses les plus précises possible» : «Voilà, dit Andrieu, pourquoi, il ne fait pas se fier au hasard ou à l'improvisation. Dans ce domaine, le flou, artistique ou non, doit être proscrit».

Au niveau de la polémique, cela se traduit par le débat suivant : le PS ne veut pas modifier le Programme commun (ou très peu) ; le PCF voudrait en rajouter. Le PS exige une réactualisation rapide ; le PCF voudrait de longs débats pour faire sérieux.

CHEVENEMENT : RIEN N'EST RÉGLÉ

Plus les difficultés approchent (après les promesses faciles) plus la façade de l'Union de la gauche se lézarde.

Si certains faisaient semblant de croire que le congrès de Nantes avait réglé les problèmes au sein du PS, le leader du CERES, Chevènement, vient de préciser qu'il n'en n'est rien : «Le courant numéro deux est statutairement représenté à tous les niveaux du parti et il poursuivra son activité sous le nom de sa motion : «Unité, autogestion, indépendance». Nous ne changerons pas notre ligne politique d'un iota».

Décidément, c'est une gauche bien faible qui s'avance vers le pouvoir...

• Marcq (Nord)

Pour un centre aéré

Le problème de la garde des enfants est particulièrement douloureux dans ce quartier populaire. Monsieur l'adjoint chargé des problèmes de la jeunesse et des centres aérés a reçu la délégation qui lui a fait part de sa préoccupation et de sa lassitude à voir le problème des enfants laissé sans solution.

Monsieur l'adjoint n'a laissé entrevoir aucune solution positive pour cet été : une prochaine entrevue est prévue mercredi à 15 h.

Une délégation des familles de Marcq-Pont (Nord) s'est rendue à la mairie de Marcq le samedi 25 juin pour y déposer une pétition signée par plus de 700 familles:

«EXIGEONS L'OUVERTURE DU CENTRE AERE PENDANT TOUTES LES VACANCES !»

Les familles de Marcq-Pont dont les noms suivent exigent de la mairie de Marcq :

– que le centre aéré soit ouvert à chaque congé scolaire.

– que des espaces verts soient créés dans le quartier.

Communiqué (Extrait).

Un Ordre Nouveau qui pue le fascisme

Aux ratonnades contre les ouvriers immigrés, ils ont ajouté les attaques de lycées ou de facs à main armée : Janson de Sailly, Montaigne, Balzac, Buffon, Henri IV, Lavoisier, Dauphine, Tolbiac, Censier, Jussieu... pour Paris. Combien d'autres ailleurs. Les attentats à la bombe sont aussi leur spécialité : Bourse du travail à Grenoble ; locaux du PCF à Melun et à Nimes ; de la CFDT en Lorraine ; de la Marseillaise et de la libraire «Labrèche» à Montpellier ; des Éditions sociales à Paris ; du journal trotskiste Rouge ; de l'amicale de Mathausen ; du mouvement antiraciste MRAP ; du mouvement pour l'avortement (MLAC)... Les enlèvements et hold-ups leur permettent d'arrondir leurs fins de mois ; rapt du PDG de Phonoman en 75, casse de Nice plus récemment. Le fascisme existe en France.

L'un de ses piliers reste le parti de Le Pen : le parti des forces nouvelles. Ce parti n'a pas de réelle influence de masse, aussi compense-t-il ce manque par des actions organisées en petits groupes, semant la terreur. Dans les milieux étudiants, on trouve l'Union nationale interuniversitaire (UNI), le Groupe Union Défense (GUD) et le Groupe Action Jeunesse (GAJ).

Ils agissent en toute impunité, souvent en accord avec la police, toujours avec sa bienveillante complicité. Quand ils passent devant les tribunaux, ils s'en sortent bien.

La recrudescence d'activité de ces bandes de terroristes, composées de fils à papa ou de fils de petits bourgeois aussi, ne tombe pas du ciel. Avant la guerre, le fascisme s'est développé à l'ombre de la crise économique. Les nostalgiques d'Hitler rêvent de profiter de la crise du capitalisme pour, sinon arriver au pouvoir bourgeois, du moins y exercer une influence.

Les milieux gouvernementaux ont leurs propres bandes armées. L'assassinat de Pierre Maitre à Reims a rappelé l'existence du SAC et de la CFT. Chirac est sans doute le premier organisateur, mais il n'a pas l'exclusivité : il est dans la logique des choses qu'un pouvoir qui repose sur l'exploitation de la majorité par une petite minorité utilise la violence et la terreur directes pour exercer sa domination.

Il nous faut être vigilants face à la grande liberté d'action dont jouissent ces gangsters politiques.

Ils constituent une des armes de la bourgeoisie contre la classe ouvrière et les travailleurs. Ils prennent les théories nazies du sur-homme, comme l'a fait la revue «Ognos», qui se consacre aux problèmes génétiques pour la création d'une race supérieure. Ils participent ouvertement à une campagne raciste que le gouvernement n'ose, à l'heure actuelle, que divulguer de manière cachée : «Dehors les immigrés – Du travail aux Français». Il ne faut pas cacher que cette campagne raciste peut avoir en certaines circonstances une large audience dans la population.

D'un autre côté, les timides protestations des directions confédérales ou des partis de gauche, lors de l'assassinat de Pierre Maitre, montrent que l'on ne peut compter sur eux pour combattre les nazillons. Plus avance la crise du capitalisme, plus avance l'heure de la révolution prolétarienne qui sera l'œuvre de la classe ouvrière elle-même.

Jean-Pierre Eymié, 21 ans, dit Johnny-le-boxeur, en pleine ratonnade. C'est un des trois inculpés du procès du 21 juin, reporté au 28 novembre. (Photo Sipa-Press).

Vendredi 17, minuit...

Ils sont quatre immigrés qui descendent la rue Montorgueil, à Paris. Ils s'en vont, peinards, faire un tarot chez Mohamed.

Deux véhicules passent, repassent, s'arrêtent. Les portières s'ouvrent, ils sont dix, quinze peut-être à descendre. Ils se mettent à cogner.

Mohamed est à l'écart. Il crie : «Arrêtez, on n'est que 4 !». Les autres répondent : «Attends, tu vas voir !». Un voix : «Passe-moi la carabine !».

Une carabine sort d'un coffre. Un coup de feu. Mohamed meurt en quelques instants, sans rien comprendre.

Mardi 21, en plein jour...

Xe Chambre correctionnelle de Paris. Procès de trois membres du GUD, groupe de nazillons. Ils sont accusés d'agression contre des étudiants d'Assas, une faculté parisienne.

De nombreux jeunes anti-fascistes assistent calmement au procès. Ils sont calmes. Déterminés et tranquilles.

Le procès est reporté au 28 novembre. Alors tout le monde sort. Un peu inquiets, mais toujours calmes.

A hauteur du Palais de justice, un groupe de 15 individus survient. Barres de fer en main. Salut fasciste. Et ils chargent en hurlant.

La police est sur les lieux. Les flics ferment les grilles du tribunal et, de l'intérieur, ils regardent. Les fascistes cognent avec ardeur.

Les CRS arriveront... 25 minutes plus tard.

NON AUX CENTRALES DE LA MORT

Ce week-end a été marqué par de nombreuses manifestations contre l'installation de centrales nucléaires sans aucune condition de sécurité et au mépris le plus complet des sites et des exploitations agricoles.

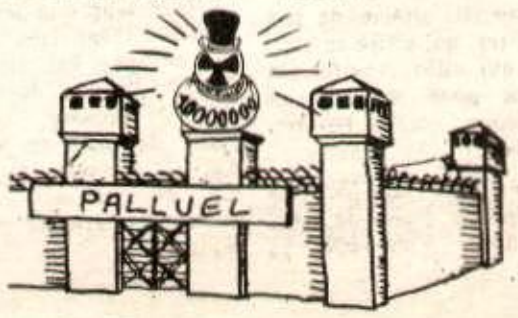
Aux manifestants français de Gravelines (près de Dunkerque) s'étaient joints des délégations belges. Après une manifestation en ville, les manifestants se sont dirigés vers la centrale malgré un important déploiement de gardes-mobiles.

A Palluel, en Normandie, les manifestants ont réussi à percer en plusieurs endroits la clôture grillagée du chantier, malgré la surveillance des flics.

A Nogent-sur-Seine, près de Paris, dix mille manifestants s'étaient rassemblés. De nombreuses délégations venues de Paris et d'autres départements étaient aux côtés des manifestants.

Prochaines manifestations :

GERSTHEIM-ERSTEIN LE 10 JUILLET.
CHALON-SUR-SAONE LE 27 JUILLET.
CREYS-MALVILLE LES 30 et 31 JUILLET.
FLAMANVILLE LE 14 AOUT.



Nettoyeurs du métro

Echec aux briseurs de grève

De notre envoyé spécial permanent

Vendredi, une trentaine d'ouvriers de l'entreprise no 3 ont repris le travail. Ce n'est pas un hasard si cela s'est produit à la «no 3». Dès le début du conflit, les dirigeants de la CGT ont cherché à saborder la grève en s'appuyant sur l'influence qu'ils ont dans cette entreprise. Voilà longtemps qu'ils travaillent à susciter la division entre ouvriers arabes et africains en majorité à la «3» et voudraient prétendre que *«les ouvriers de la «3» doivent décider entre eux»*.

LES BRISEURS DE GREVE

Jeudi soir, les dirigeants CGT se sont réunis avec les patrons et leurs délégués de la «3» dans le dos de l'assemblée générale et en violation complète avec ses principes de fonctionnement. Pour parvenir à faire reprendre le travail à quelques dizaines d'ouvriers, ils n'ont pas hésité à grossir de façon mensongère les acquis, prétendant qu'ils avaient obtenu 80 centimes de l'heure de plus. En outre, ils se sont faits objectivement les complices des pressions exercées par les patrons et certains contremaitres sur les ouvriers ; il faut dénoncer cette tactique de briseurs de grève déjà employée par les dirigeants CGT lors de la lutte des travailleurs des foyers Sonacotra où ils avaient essayé de faire reprendre à part les foyers où ils avaient quelque influence.

UNE TACTIQUE DEFINIE AU PLUS HAUT NIVEAU

Il s'agit sans nul doute d'une tactique définie au plus haut niveau ; déjà dans son édition du 22 juin, l'«Humanité» laissait entendre qu'elle était favorable à une reprise, au moins partielle, du travail. Elle déclarait en effet : «Sous prétexte d'assurer la sécurité des usagers, elle (la RATP) fait appel à des entreprises extérieures de nettoyage alors que les travailleurs eux-mêmes s'étaient proposés pour maintenir un service minimale de sécurité». En fait, on le sait, l'assemblée générale avait révoqué les membres du comité de grève favorables à une reprise partielle. Le 24 juin, commentant la reprise du travail par certains ouvriers, l'«Humanité» titre : «Nouveau recul patronal». Sans doute, les révisionnistes chercheront-ils à faire croire que les quelques miettes obtenues l'ont été grâce à la journée nationale fantôme de 24 h décidée par la fédération CGT des ports et docks.

DES MANŒUVRES QUI SERVENT LES PATRONS

Bien sûr, les patrons et le pouvoir cherchent à profiter de ces manœuvres de division. L'entreprise «NOVA-SERVICE» a envoyé une lettre invitant les travailleurs à reprendre au plus tôt le travail après *«les accords»*, et prétendant : *«certains de vos camarades envisagent de venir dans les heures qui viennent»* de façon complètement mensongère.

Dans un communiqué, le secrétaire d'État aux Transports a fait, lui aussi, des déclarations mensongères : *«La reprise du travail s'effectue progressivement... en fin de matinée, 40 % des effectifs concernés avaient repris le travail»*.

Il s'est également livré à des manœuvres d'intimidation en déclarant «la suite du conflit serait injustifiée» et *«en toute hypothèse, le gouvernement estime nécessaire pour sa part de faire respecter la liberté du travail»*.

CERTAINS SONT REDEVENUS GREVISTES

Sans se laisser intimider, par de telles menaces, les grévistes ont déjà envoyé des délégations à ceux de leurs camarades qui avaient repris la grève et leur ont expliqué qu'ils avaient été trompés. Certains sont déjà redevenus grévistes et l'entreprise «no 3» était bien représentée à l'assemblée générale de samedi matin.

Il est plus que jamais nécessaire de soutenir les grévistes.

Solutions et propositions de la CGT

Le but poursuivi

Des travailleurs peuvent penser que, une fois la «gauche» au gouvernement, l'accroissement de la présence et des pouvoirs de la CGT dans divers organismes leur apportera tout de même des satisfactions telles qu'elles valent bien quelques sacrifices. Par exemple, sur la liberté d'initiative, de décision et d'action, les auteurs des «Solutions et propositions de la CGT» invitent les travailleurs à abandonner ces libertés à leurs «représentants» à l'entreprise ou ailleurs.

Croire cela serait d'ailleurs l'illusion que des «réformes de structures», «une nouvelle politique économique» (tête de chapitre du document ; «Le Peuple» page 54) peuvent améliorer le capitalisme... et finalement le rendre «acceptable».

C'est dans la lutte contre ce genre d'idées (entre autre) que se développe depuis le début le marxisme-léninisme. Ce sont ces idées que l'on retrouve dans toute la propagande du PCF et dans le document, spécialement des pages 54 à 62.

Depuis Marx, les communistes ont au contraire toujours défendu que seule la lutte de la masse des travailleurs pourraient arracher quoi que ce soit au capitalisme et qu'à plus forte raison, seule la révolution accomplie par la grande masse des travailleurs autour de la classe ouvrière pouvait, par la violence, abattre et détruire ce système.

Aussi, c'est sans surprise que nous avons vu les dirigeants de la CGT montrer le bout de l'oreille, leur véritable but à propos de leur «nouvelle politique industrielle» (page 61) qui *«doit prendre pour axe le rôle central de la force de travail dans la prise en charge du développement des forces productives, en rapport avec l'insertion des sciences et des techniques dans la production»*.

Voilà qui n'est pas encore trop clair, mais qui le devient avec la phrase suivante :

«Visant à promouvoir, sur ces base, un essor des la productivité sociale, cette politique posera en même temps les fondements de l'indépendance nationale».

Comment dire plus clairement que pour résoudre la crise, il s'agit de tirer plus de la force de travail, d'exploiter encore plus les travailleurs ?

La satisfaction des revendications sociales n'est d'ailleurs ici présentée que comme *«solution à la crise du point de vue des transformations profondes qu'elle exige»*, à savoir justement la nouvelle politique industrielle.

En clair : d'abord quelques miettes puis au travail, et silence dans les rangs !

Le travail et son organisation est une grande préoccupation de ces messieurs. Ils lui consacrent, pages 23 et 24, trois paragraphes qui mériteraient d'être entièrement retranscrits. Il y est dit, en gros, que *«les méthodes d'organisation du travail entrainent des conséquences qui ne peuvent être toutes éliminées à brève échéance»*, mais que *«les connaissances techniques actuelles permettent déjà, souvent, de les modifier de façon substantielle»* (dans le sens des *«correctifs et des compensations» (non seulement pécuniaires mais dans le travail même»)*

En somme, il suffit d'étudier la question, fonction qui revient *«au personnel technique concerné»* avec *«le concours des ergonomes* (vous savez, ces gens qui étudient de très près tous les gestes de l'ouvrier face à sa machine, de façon à les simplifier au maximum pour que – par la machine – on tire du bonhomme le maximum !) *et autres spécialistes compétents en la matière»*.

Quant aux travailleurs, parler de leur *«restituer... la fonction créatrice qu'est la leur et qui, seule, peut permettre la pleine utilisation des potentialités du progrès des sciences et des techniques ainsi que leur développement ultérieur»*, n'est que pure démagogie puisque ce sont les «spécialistes», et non les travailleurs, qui décident des objectifs de rendement fixés par les capitalistes.

• Lip – Besançon

Après la coupure du courant

Les travailleurs surmonteront les difficultés

Le Week-end «portes-ouvertes» des 18 et 19 juin, organisé à Lip-Palente, avait connu un grand succès.

Depuis le début de juin, la production de montres avait repris ajoutant à cela la fabrication de produits artisanaux (plusieurs commissions), du jeu «Chômageopoly».. (vendu actuellement au prix de 60 F)... Bref, les Lip sont toujours dans le feu de l'action.

Vendredi 24, sur le coup de 4 h du matin, un «commando» d'une vingtaine d'Inspecteurs de police en civil (dont le commissaire central de Montbéliard !), accompagnés d'«électriciens» extérieurs d'une société spécialisée à Besançon, sauf deux ingénieurs , ont fait irruption à l'usine de Palente. A noter, qu'en plus, cinq cars de gardes-mobiles s'étaient planqués dans les environs... en cas de besoin sans doute ! Le commando a d'abord neutralisé les ouvriers de Lip qui étaient de garde à l'entrée de l'usine (en les emmenant hors de l'usine), après avoir coupé tout le secteur (le temps de l'opération) ils ont sectionné les câbles d'alimentation de 20 000 volts, puis remis le transformateur sous tension ce qui interdit de le rebrancher.

Cette «œuvre» a été accomplie sur la demande du syndic, qui avait déjà fait interrompre, par l'EDF, le courant à deux reprises... et rétabli à chaque fois par les Lip.

Du point de vue matériel, le sabotage perpétré par «la force publique» risque de mette en péril la sécurité de l'usine : si les pompes ne fonctionnent pas en cas d'orage (ce qui est fréquent en ce moment) l'usine risque d'être inondée. De plus, la chambre froide contient 100 000 mouvements de montres que la rouille risque d'attaquer.

C'est à la lumière des bougies que la garde fut montée dans la nuit de vendredi à samedi, en attendant d'avoir trouvé une combine, ce qui ne devrait pas tarder ! Les Lip possèdent d'ailleurs un petit groupe électrogène qui peut

fonctionner quelques heures par jour.

Samedi, de 10 à 13 h, la vente des montres (et de chômageopoly) a eu lieu. Elle a lieu tous les jours de 10 h à 16 h, et comme l'ont affiché les Lip : acheter une montre, ce n'est pas un simple achat c'est un acte de solidarité.

Ils ont besoin du soutien de tous les travailleurs, d'autant plus qu'une intervention policière pour faire évacuer l'usine n'est pas à exclure.

La période des vacances ne doit pas être une période de démobilisation (voir l'intervention des flics en aout 1973).

Malgré ce nouveau coup porté par des forces réactionnaires au service du pouvoir, les travailleurs de Lip ne désarment pas. Forts de leur propre résolution à vaincre et de l'appui de la classe ouvrière et des masses populaires, ils poursuivent l'occupation de l'usine. La répression c'est la loi du capitalisme, la solidarité dans la riposte c'est la loi de la classe ouvrière.

Directrice de publication : Suzanne Marty Commission paritaire No 57962 Distribution NMPP IMP : La Nouvelle Dépôt légal : 2er trimestre 1977